

des Princes &c. Novemb. 1770. 357

que l'*Angleterre* n'est nullement disposée à faire la guerre; que l'affaire des Isles de *Falkland* n'est pas assez importante pour occasionner une rupture entre les deux Puissances; que les Anglois pourront en tout tems former un établissement dans ces Isles, si cela leur est avantageux, sans enfreindre les Traités avec l'*Espagne*, ces Isles étant situées à l'Est du Cap *Horn*; que les préparatifs maritimes de l'*Angleterre* sont cependant autorisés par d'autres motifs plus directement importants à la Nation, & qu'une inaction dans la conjoncture présente seroit très-condamnable & censée un sacrifice à l'honneur & à la dignité de la Nation &c. "

Les autres qui voudroient voir la Nation de nouveau replongée dans une guerre ruineuse, soutiennent " que la conduite de l'*Espagne* tant dans l'affaire des Isles de *Falkland*, que son refus de payer la rançon de *Manille* & d'autres traits de cette nature, sont plus que suffisans pour justifier des actes d'hostilité de la part de l'*Angleterre*, " & ils forment en conséquence mille projets chimériques de conquêtes que les armes Britanniques pourroient faire en *Amérique*. Enfin, non contents de déclarer la guerre à l'*Espagne*, ils voudroient que la Nation tirât une vengeance éclatante d'une insulte faite à un Négociant Anglois, nommé Denis Conell, & domicilié à *Lisbonne*, lequel y a été mis en prison pour avoir refusé de signer une prétention formée par les Courtiers Portugais pour courrage sur des ventes auxquelles ils n'avoient pas été employés. Mais malgré toutes ces déclamations, la Cour ne paroît pas résoluë de pousser les choses à l'extrémité, & il semble qu'elle
veut